Art. 3. — La contribution aux investissements publics effectués dans le périmètre de Neber, prévue à l'article 2 de la loi sus-visée n° 63-18 du 27 mai 1963 est fixée à 100 dinars par hectare irrigable.

La valeur de cette contribution sera obligatoirement payée en priorité en nature (terre) pour tous les propriétaires possédant à l'intérieur du périmètre des terres dont la superficie totale est supérieure à la limite maximale fixée à l'article 2 du présent décret.

Elle sera obligatoirement payée en espèces pour tous les propriétaires possédant des terres dont la superficie totale est inférieure à la limite minimale fixée par l'article 2 du présent décret.

Elle sera payée en espèces ou en nature au choix des propriétaires intéressés pour tous les propriétaires possédant des terres dont la superficie est comprise entre les limites maximale et minimale fixée par l'article 2 du présent décret.

La superficie restante après la contribution en nature ne doit pas être inférieure à la limite minimale.

Art. 4. — Le périmètre public irrigué sus-visé est classé dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi sus-visée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection de terres agricoles du gouvernorat du Kef approuvée par le décret n° 88-693 du 7 mars 1988 est modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier.

Art. 5. — Les ministres des finances, du plan et de développement régional et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 décembre 1991.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

STATUT PARTICULIER

Décret n° 91-2102 du 30 décembre 1991 fixant le statut particulier au corps des auxiliaires des forêts.

Le Président de la République ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ;

Vu la loi n° 88-20 du 13 avril 1988 portant promulgation du code forestier ;

Vu le décret n° 85-1215 du 5 octobre 1985 portant statut particulier au corps des ouvriers de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, modifié et complété par le décret n° 88-1864 du 3 novembre 1988 ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article premier. — Il est créé auprès du ministère de l'agriculture un corps des auxiliaires des forêts constitué des ouvriers chargés de participer à la surveillance et à la protection du domaine forestier ainsi que de la faune et de la flore sauvage.

Dans ce cadre, les auxiliaires des forêts :

— assurent le gardiennage des massifs et postes forestiers et l'entretien des pépinières.

— participent à la protection de la faune et de la flore sauvage et à la lutte contre les incendies de forêts.

Art. 2. — Le corps des auxiliaires des forêts est régi par les dispositions de la loi sus-visée n° 83-112 du 12 décembre 1983, du

décret sus-visé n° 85-1215 du 5 octobre 1985 et les dispositions du présent décret.

Art. 3. — Les auxiliaires des forêts sont dotés en nature d'uniformes dont le nombre, la composition, les caractéristiques et les accessoires sont fixés par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 4. — Dans l'exercice de leurs fonctions les auxiliaires des forêts doivent être revêtus de leurs uniformes avec les marques distinctives et apparentes de leurs fonctions et munis d'une carte de service.

Art. 5. — La nomenclature, la classification des emplois dans les catégories, les attributions correspondantes à chacun des emplois du corps des auxiliaires des forêts, le niveau de qualification requis pour y accéder ainsi que la fixation de l'horaire du travail, selon la nécessité du service, sont fixés par arrêté du Premier ministre sur proposition du ministre de l'agriculture.

CHAPITRE II

Dispositions transitoires

Art. 6. — Pour la constitution initiale du corps des auxiliaires des forêts les ouvriers ayant assuré pendant 10 ans au moins les fonctions prévues par les dispositions de l'article premier du présent décret et dont l'âge ne dépasse pas 55 ans à la date de publication du présent décret peuvent être intégrés, quel que soit leur mode de rémunération, dans le corps des auxiliaires des forêts.

La liste définitive des ouvriers à intégrer sera arrêtée par le ministre de l'agriculture au plus tard un mois à partir de la publication du présent décret. Les ouvriers seront classés suivant l'âge et l'intégration se fera selon l'ordre d'inscription et dans les limites des autorisations annuelles des lois de finances et conformément à la nomenclature prévue à l'article 5 du présent décret.

Art. 7. — Les ministres des finances et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 30 décembre 1991.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

NOMINATION

Par décret n° 91-2089 du 30 décembre 1991 :

Monsieur Maaroufi Mouldi, est nommé chargé de mission auprès du cabinet du ministre de l'agriculture.

ENCOURAGEMENT DE LA PECHE

Arrêté des ministres des finances, du plan et du développement régional et de l'agriculture du 31 décembre 1991 complétant l'arrêté du 18 février 1988 portant fixation des montants des subventions et prêts de l'Etat et des taux d'intérêts relatifs à l'encouragement de la pêche.

Les ministres des finances, du plan et du développement régional et de l'agriculture ;

Vu la loi n° 69-11 du 24 janvier 1969 portant encouragement de l'Etat à la pêche, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 77-45 du 2 juillet 1977 ;

Vu le décret n° 69-84 du 12 mars 1969 fixant les modalités d'octroi de l'aide de l'Etat pour l'encouragement de la pêche tel qu'il a été complété par le décret n° 77-1005 du 30 novembre 1977 et le décret n° 88-139 du 28 janvier 1988 et notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu l'arrêté du 18 février 1988 portant fixation des montants des subventions et prêts de l'Etat et des taux d'intérêt relatifs à l'encouragement de la pêche.